

IL DÉFEND KHELIL APRÈS AVOIR AFFIRMÉ N'AVOIR «RIEN À DIRE»

Les dessous du revirement d'Ouyahia

Qu'est-ce qui pousse Ahmed Ouyahia à se joindre à Ammar Saâdani, son détracteur devant l'éternel et l'autre Amar Ghoul, en se mettant à la lessiveuse à l'effet de la réinsertion dans le sérail de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le risque d'un renvoi sans garantie de retour, cette fois-ci, et des sphères décisionnelles et du gouvernail du RND, est, sans aucun doute, derrière cette sortie du directeur de cabinet du président, de l'homme qui doit certainement remettre aux calendes grecques ses vieilles velléités de succession.

Car il n'y a pas longtemps, à peine quinze jours de cela, invité qu'il était à commenter le come-back au pays de Chakib Khelil, le chef intérimaire du RND soutenait n'avoir «rien à dire» et que l'affaire relevait de la seule justice.

Ceci avant qu'il ne se décide à s'étaler sur le sujet, couvrant,

avant-hier samedi, de louanges l'ancien ministre, lui dénichant des compétences «mondialement reconnues» et le disculpant de tout soupçon de corruption. Soit exactement ce à quoi ne cesse de s'adonner son homologue du FLN et néanmoins «ennemi intime», non sans que ce dernier ne l'accuse d'être derrière la fameuse chasse aux cadres durant les années 1990 du siècle dernier.

Et Ouyahia observera une stricte neutralité en ne montrant personne du doigt qui pourrait être ce ou ces commanditaires de la supposée cabale contre Khelil.

Cette «prudente» remontée au front du secrétaire général intérimaire du RND, ne peut s'expliquer



Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet de Abdelaziz Bouteflika.

autrement que par son souci de se préserver d'une éventuelle mise hors-circuit. Surtout que l'homme n'a pas été des deux dernières audiences que le président de la République a accordées aux ministres français et syriens des Affaires étrangères, détail qui n'a

pas échappé à plus d'un observateur qui y décèlent un tout premier signe de début d'une disgrâce à laquelle Saâdani a appelé.

Le secrétaire général du FLN n'a pas été, en effet, par trente-six chemins pour réclamer carrément son renvoi de la présidence, lui qui

l'accuse d'infidélité au président de la République et de nourrir des ambitions de sa succession.

Il y a aussi le remue-ménage au sein de son propre parti avec la remontée au devant de la scène du fameux mouvement de redressement qui a eu raison de lui en janvier 2013. Ce dernier met en avant le refus de Ouyahia d'engager le RND dans l'initiative du patron du FLN portant front interne pour accompagner le président de la République dans son programme, à l'effet de rebondir et ainsi lui barrer la route de sa confirmation au poste de secrétaire général du parti à l'occasion du congrès extraordinaire prévu au début du mois de mai prochain.

Un congrès dont, justement ces «redresseurs» ne veulent pas, dénonçant l'opération d'élection des délégués, qui serait menée, selon eux, de manière à assurer un plébiscite à Ouyahia.

M. K.

RÉVÉLATIONS D'UN PROCHE DU FONDATEUR D'AL-QAÏDA

Quand Ben Laden coordonnait avec le GIA et le GSPC

On le savait, les terroristes de tous bords ont fait de l'Algérie une terre de prédilection d'où leur «révolution» devait s'ébranler pour «remettre le Maghreb dans le droit chemin de l'islam». C'est le thème sur lequel s'est étalé un certain Abou Akram Hicham à travers ses Lettres du carnet de bord d'un moudjahid, un recueil de textes narrants la vie de celui qu'il a longtemps et de très près côtoyé : Oussama Ben Laden.

Entre le maître-penseur des attentats des tours jumelles de New York et l'Algérie, c'est une longue histoire qui les unit, depuis la guerre d'Afghanistan (1979-1989). C'est, en effet, dans les maquis afghans que Ben Laden a appris à connaître les «moudjahidine» venus d'Algérie, ceux-là mêmes qui allaient bénéficier de sa générosité consistant à leur offrir toutes les conditions afin de se préparer pour le djihad en Algérie où, il considérait que les conditions étaient réunies pour engager une nouvelle guerre sainte.

Le milliardaire d'origine saoudienne mettra ainsi à la disposition exclusive des combattants algériens les camps d'entraînement d'Al-Farouk et Badr dans la région de Jalalabad, 150 kilo-

mètres à l'Est de Kaboul, raconte Abou Akram Hicham, l'auteur des tranches de vie de Ben Laden, qui un peu plus loin dans son texte s'arrêtera sur les péripéties des combattants qui, dans leur parcours vers les maquis algériens, se retrouvaient contraints de se retrancher au Maroc après avoir été chassés du Sahara algérien.

Chez nos voisins de l'ouest, les islamistes armés algériens trouveront des autorités locales qui avaient décidé de fermer les yeux sur leur présence, prises qu'elles étaient par leur préoccupation majeure : la guerre avec le Polisario. Et puis, c'était un moyen comme un autre que se sont trouvés les Marocains pour «faire pression sur l'Algérie», écrit l'ami de Ben Laden.

L'idylle entre les autorités marocaines et leurs «invités» n'a pas fait long feu, puisque peu après, des arrestations étaient opérées dont celle de l'émir Abdelhak Layada qui, sur des pressions françaises, sera finalement remis aux autorités algériennes. Les fuyards parmi le contingent de combattants algériens pourchassés au Maroc, commandés par Abou-Layth Al-Msili, se dirigeaient alors en direction du Soudan où ils se sont engagés à préparer, grâce à l'assistance matérielle d'Oussama Ben Laden, leur retour en Algérie.

La relation entre Oussama Ben Laden et le GIA de triste mémoire ne s'est jamais altérée d'autant que le groupe terroriste algérien ne s'est pas fait trop prier pour déclarer son allégeance au milliardaire saoudien. Ce dernier exigeait tout juste, selon l'auteur du Carnet de bord de Ben Laden, d'avoir un droit de regard sur la «méthode et les buts» du groupe candidat à la bénédiction du cheikh Oussama. Les garanties offertes par le GIA n'ont pas eu le

don de satisfaire Ben Laden. Les rapports des émissaires du cheikh, qui se sont succédé sur le territoire algérien pour prendre langue avec le GIA, n'étaient pas trop favorables, ils ne concordaient pas avec le djihad tel que le concevait Ben Laden. «Le GIA a perdu l'opportunité de gagner le soutien du cheikh Oussama Ben Laden, donc sa grande chance de vaincre», relate Abou Akram Hicham. Pourtant, ce dernier affirme que les émissaires étaient nombreux à avoir tenté de faire rallier le GIA à la cause telle que la voulait Ben Laden.

Ainsi, se fiant au compte-rendu de l'un de ses émissaires en Algérie, un certain cheikh Attia, Ben Laden a décidé de l'arrêt de la publication Al-Ansar et des communiqués du GIA. Puis, en août 1995, apparaissaient ce que l'auteur appelle «l'affaire de la mort de Mohammed Saïd et de ses compagnons» ainsi que d'autres sombres questions qui n'ont fait que diminuer «l'estime» qu'avait Ben Laden pour le GIA. Celui-ci trouvera, par contre, une ouïe beaucoup plus attentive chez d'autres djihadistes dans les maquis algériens, très marqués par les attentats du 11 septembre 2001, précise l'auteur.

«A l'instar d'individus comme de groupes de par le monde, d'Algérie parvenaient à Oussama des offres d'allégeance», raconte le compagnon de Ben Laden, le maître à penser du terrorisme islamiste qui avait à cœur de redorer l'image du djihad en Algérie, entachée par les pratiques «déviationnistes» du GIA. C'est ainsi que naquit le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et porte-étendard d'Al-Qaïda au Maghreb avec comme mentor le dissident Hassan Hattab.

A. M.

**MINISTÈRE
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

Le nouveau secrétaire général installé dans ses fonctions

M. Hassen Rabehi a été installé hier dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (MAE) en remplacement de M. Abdelhamid Senouci Bereksi, nommé ambassadeur d'Algérie à Rome.

M. Rabehi a occupé plusieurs fonctions au MAE et des postes diplomatiques, notamment ceux d'ambassadeur d'Algérie au Ghana et en Chine.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel.

M. Lamamra a salué, à cette occasion, le travail accompli par M. Bereksi, appelant l'ensemble des diplomates à apporter une «plus value» à la diplomatie algérienne au service du pays.

«La diplomatie algérienne a connu des moments de gloire (...) depuis les négociations d'Evian», a relevé M. Lamamra, citant notamment les performances réalisées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, durant les années qu'il avait passées à la tête du ministère des Affaires étrangères.

Pour sa part, M. Messahel a rendu hommage aux efforts accomplis par M. Bereksi au service de l'Algérie, soulignant la nécessité de mobiliser l'ensemble des compétences pour faire face aux différents défis.

APS

SITUATION SÉCURITAIRE

Trois abris pour terroristes détruits à Médéa et un élément de soutien aux terroristes appréhendé à Jijel

Trois abris pour terroristes ont été découverts et détruits samedi à Médéa et un élément de soutien aux groupes terroristes appréhendé à Jijel, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, trois abris pour terroristes ont été découverts et détruits à Médéa (1^{er} RM), le 2 avril 2016. De même, un élément de soutien aux groupes terroristes a été appréhendé à Jijel (5^e RM)», lit-on dans le communiqué. A Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji-Mokhtar (6^e RM), trois

contrebandiers et douze immigrants clandestins ont été arrêtés, tandis que 3,48 tonnes de denrées alimentaires, 650 litres d'huile de table, trois

véhicules tout-terrain, six motos, deux détecteurs de métaux, six marteaux-piqueurs et onze groupes électrogènes ont été saisis, ajoute la même source.

A Laghouat (4^e RM), un contrebandier a été appréhendé et un véhicule utilitaire et 7 182 unités de différentes boissons ont été saisis, conclut le communiqué du MDN.